

PAR MOHAMED BOUHAMIDI  
mbouhamidi2001@yahoo.fr.

Il fallait s'y attendre. L'Arabie saoudite et l'Égypte appellent à une réunion urgente des ministres arabes des Affaires étrangères et parlent d'agression iranienne contre le Liban. Sur le terrain, en deux jours et demi de combat, l'opposition a mis en déroute les milices de la majorité. Pas exactement en déroute car beaucoup de ces miliciens ont refusé de se battre et le responsable de la sécurité du parti de Joumblatt a accusé ce dernier d'avoir trahi la cause et a rejoint les forces chiïtes. L'aspect de trahison nationale de cette décision est d'enlever au Hezbollah son principal facteur de puissance : son réseau de télécommunications. Evidemment, le gouvernement ne pouvait charger que l'armée de cette tâche périlleuse et la pousser à des affrontements avec la résistance nationale libanaise. Au bout de deux jours de combat et d'une défaite certaine sur le terrain, le gouvernement au lieu d'abroger ses décrets a proposé de les mettre à la disposition de l'armée. Ce qui revient à poursuivre les mêmes buts au prix d'une hérésie et d'une innovation juridiques infantiles.

Le gouvernement a mis onze heures de réunion pour pondre les deux décrets qui ont mis le feu aux poudres. Tout ce temps prouve combien il avait conscience des risques de guerre civile, le Hezbollah étant fermement décidé à défendre ses armes. Que restait-il au gouvernement comme manœuvre possible pour entraîner dans une guerre civile une opposition qui la refusait de toutes ses forces car elle savait voulue par les USA et Israël et attendue par l'Otan de qui dépend, aussi, le chef italien de la Finul, à la tête d'une escadre de guerre qui croise au large du Liban et de la Syrie.

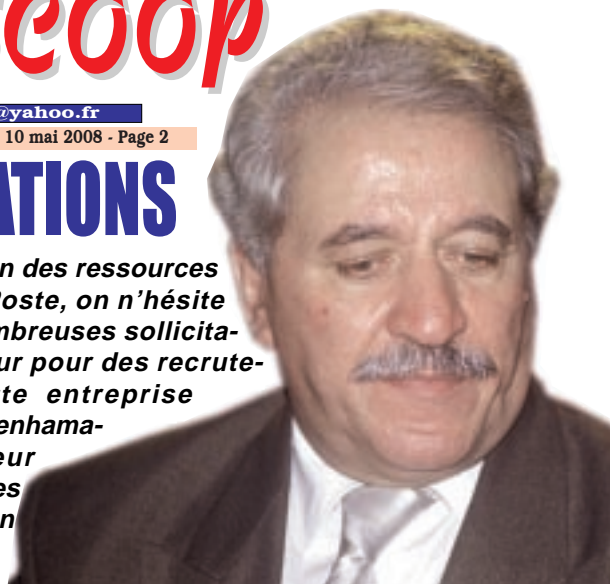
Tout porte à croire que l'opposition était au courant de la décision du gouvernement et qu'elle répondait aux instructions de D. Welch qui avait donné des instructions arrogantes à Berri et à l'opposition. D. Welch cherchait cette solution qui aurait permis de reprendre le travail mal fait par Israël. L'Égypte et l'Arabie saoudite converties au nouveau credo que le grand et, aujourd'hui, seul ennemi est l'Iran et qu'il convenait, avant de l'attaquer directement de lui couper d'abord ses ailes supposées : le Hezbollah et le Hamas.

L'opposition vient de réussir une première manche en prenant de vitesse le gouvernement et ses sponsors arabo-américains : elle tient Beyrouth et l'armée a averti que les décisions du gouvernement provoqueraient fatalement sa division. Il reste les régions chrétiennes que le chef de guerre S. Geagea peut plonger dans l'horreur, tout gonflé qu'il est revenu des USA expliquant à tous que la résolution 1701 était une reconnaissance de la légalité du gouvernement et une protection internationale contre les agents des Syriens et des Iraniens. C'est clair, non ? A mon avis, la majorité réunie dans la montagne va s'obstiner dans la recherche du conflit pour mériter le pactole promis à un Liban débarrassé du Hezbollah et de la résistance. C'est la ligne américaine et arabe, et avec Sarkozy à la tête de l'Europe, on peut craindre un alignement européen. Gagneront-ils la deuxième manche ?

M. B.

## LES SOLLICITATIONS

**A**u niveau de la Direction des ressources humaines d'Algérie Poste, on n'hésite pas à évoquer les nombreuses sollicitations du cabinet de Haïchour pour des recrutements au niveau de cette entreprise publique. Avec l'arrivée de Benhamadi comme nouveau directeur général, le service Ressources humaines va-t-il souffler un peu ? Attendons pour voir.



## Les commerçants en conclave

L'Union générale des commerçants et artisans algériens prépare un congrès extraordinaire. Depuis plusieurs mois, les activités de cette structure sont gelées pour mauvaise gestion et surtout pour «intérêts opposés».

Une commission nationale de préparation de ce congrès sera installée aujourd'hui et présidée par Abdelali Benabid. Décidément, la perspective d'un troisième mandat pour le président Bouteflika fait bouger tous les cercles, y compris les commerçants et les artisans.



## Le ministère du Commerce va sévir

Selon des sources proches du ministère du Commerce, on croit savoir qu'un représentant de marques automobiles d'un pays asiatique, dont les installations ne sont pas conformes à la nouvelle réglementation, va être interdit d'activité.

On croit également savoir que d'autres concessionnaires, financièrement capables, se froteraient déjà les mains à l'idée de reprendre l'affaire.

## Ghoulamallah à la rescousse

La tension entre Algériens et Marocains concernant le fonctionnement du Conseil français du culte musulman (CFCM) est attentivement suivie au département des affaires étrangères. On n'écarte pas du côté algérien, selon des sources proches du «dossier», une implication officielle algérienne à travers le département des affaires religieuses.



LE PÉTROLE À PLUS DE 120 DOLLARS...

